

À propos de démographie urbaine en Nouvelle-France
Réflexions en marge d'*Habitants et marchands de Montréal* de
Louise Dechêne

Hubert Charbonneau

Volume 30, Number 2, septembre 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303531ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303531ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Charbonneau, H. (1976). À propos de démographie urbaine en Nouvelle-France : réflexions en marge d'*Habitants et marchands de Montréal* de Louise Dechêne. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 30(2), 263–269. <https://doi.org/10.7202/303531ar>

NOTE CRITIQUE

À PROPOS DE DÉMOGRAPHIE URBAINE
EN NOUVELLE-FRANCE

Réflexions en marge *d'Habitants et marchands de Montréal* de Louise Dechêne

HUBERT CHARBONNEAU
*Département de démographie
Université de Montréal*

Les travaux sur la population ancienne du Canada sont rares. C'est pourquoi nous ne résistons pas au plaisir de livrer quelques réflexions de démographe à propos du déjà célèbre ouvrage de Louise Dechêne sur Montréal au XVII^e siècle¹. En examinant cet important travail sous l'angle spécialisé de la démographie historique, nous espérons ne pas nous montrer trop injuste envers l'auteur qui a fait, avant tout, œuvre d'historien.

L'étude de la population de Montréal, qui occupe le premier quart du livre, a le mérite de soulever la question des différences entre villes et campagnes. Voilà un domaine dont on ne sait presque rien, mais sur lequel il y a beaucoup à apprendre à l'échelle de notre passé. Les quelques recherches faites dans divers pays nous révèlent généralement l'existence d'une démographie urbaine assez distincte de celle des régions rurales, et on peut formuler l'hypothèse qu'il en va également de même en Nouvelle-France. Les villes du passé sont souvent considérées comme des « mangeuses d'hommes » à cause de la surmortalité qui y sévit et en raison de l'attraction qu'elles exercent sur les ruraux. Qu'en a-t-il été dans l'histoire

¹ Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle* (Paris, Plon, 1974), 589 p., tabl., graph., cartes, bibliogr., Coll. « Civilisations et mentalités ». Une note critique de l'ensemble de l'ouvrage a paru, sous la plume de Louis Michel, dans la RHAF, 29, n° 2 (septembre 1975) : 255-268.

du Québec? Pour répondre à cette question, il faudra des études longues et minutieuses, liées à la critique des sources et à la reconstitution des familles².

Il sera particulièrement indispensable de bien définir la population urbaine. Or, les paroisses de Montréal et de Québec ont longtemps contenu des éléments ruraux non négligeables, ce qui ne facilite guère la mesure des phénomènes. Pour l'instant, il faut se satisfaire de calculs grossiers et d'hypothèses assez fragiles. Dans ces conditions, on ne saurait se montrer trop exigeant envers l'auteur d'*Habitants et marchands de Montréal*:

LE MOUVEMENT MIGRATOIRE

À la fin de son étude sur la population (p. 121), Louise Dechêne suppose que l'accroissement naturel n'est pas plus faible à Montréal qu'ailleurs et elle conclut à un déficit migratoire constant. Nous verrons plus loin qu'il n'est pas sûr que l'accroissement naturel ne différerait pas entre citadins et ruraux. En ce qui concerne les migrations, Montréal, comme Québec, recevait une forte proportion des immigrants français, si on en juge par le nombre de ceux qui s'y mariaient. Un grand nombre de ceux-là allaient ensuite s'établir à la campagne, mais la ville n'en attirait pas moins les célibataires.

Sur le plan des migrations intérieures, l'auteur a tendance à exclure la possibilité que Montréal ait exercé la moindre attraction sur les ruraux³. L'hypothèse n'est pas facilement admissible a priori. En effet, comme l'a observé Jacques Lavigne à partir du *Dictionnaire* Tanguay, Montréal exerçait une réelle attraction sur les campagnes et particulièrement sur celles du gouvernement de Montréal: au début du XVIII^e siècle, la ville attirait deux fois plus qu'elle n'éloignait⁴. Lavigne aboutit à ce résultat en comparant le lieu de

² Le Programme de recherche en démographie historique (Département de démographie de l'Université de Montréal) s'est attaqué à cet objectif, comme le signale Louise Dechêne en introduction. On pourra consulter à ce sujet: Jacques Légaré, André LaRose et Raymond Roy, «Reconstitution de la population canadienne au XVII^e siècle: méthodes et bilan d'une recherche» *Recherches sociographiques*, XIV, n° 3 (sept.-déc. 1973): 383-400.

³ Voir à ce propos: Louise Dechêne, «La croissance de Montréal au XVII^e siècle». *RHAF*, 27, n° 2 (septembre 1973): 173

⁴ Jacques Lavigne, *Mesure des migrations internes au Canada sous le régime français*, Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention de la maîtrise ès arts (démographie) (Université de Montréal, 1974): 127-132. Louise Dechêne ne pouvait évidemment connaître l'existence de ce travail paru peu avant la publication de son ouvrage.

naissance et le lieu de décès d'un certain échantillon d'individus nés au Canada. Dans la même étude, il montre aussi que Montréal attirait les immigrants français et que ceux-ci y demeuraient en grand nombre après leur mariage. Mais ces observations s'appuient malheureusement sur de très petits nombres et il serait imprudent d'en dégager des certitudes. Il y a là une piste à suivre cependant.

Il nous a semblé, dans la même veine, que Louise Dechêne sous-estimait parfois l'effet de la course des bois sur la population. C'est ainsi qu'elle affirme (p. 100) que le creux observé à 20-29 ans pour l'ensemble du pays, dans la pyramide du recensement de 1681, n'est pas dû à la traite des fourrures, mais au petit nombre des naissances d'avant 1660 et à l'arrêt de l'immigration vers 1673. Cela n'est vrai qu'en partie, car il reste à expliquer pourquoi il y a beaucoup plus de filles que de garçons entre 20 et 30 ans, précisément dans les régions où se recrutent le plus les coureurs de bois.

Voici le rapport de masculinité à 25-29 ans, par gouvernement, au recensement de 1681⁵:

Gouvernement	Nombre d'hommes pour 100 femmes
Québec	105,6
Trois-Rivières	83,8
Montréal	66,3 ville 97,1 autre 46,3
ENSEMBLE	89,6

De l'avis même de l'auteur, les coureurs de bois provenaient surtout des régions de Montréal et Trois-Rivières. La ville même de Montréal n'est pas du tout représentative de l'ensemble de la colonie ici, car elle compte à peu près autant d'hommes que de femmes à 25-29 ans. Mais il en va autrement dans le reste du gouvernement de Montréal, où les effectifs de sexe féminin sont deux fois plus nombreux que ceux de l'autre sexe à cet âge.

Si on étend l'observation au groupe décennal 20-29 ans, les mêmes conclusions s'imposent: sur la rive sud de Montréal, il y a 27 hommes contre 60 femmes entre 20 et 30 ans. Il s'ensuit que

⁵ Hubert Charbonneau, Yolande Lavoie et Jacques Légaré, «Le recensement nominatif du Canada en 1681», *Histoire sociale*, n° 7 (avril 1971): 83.

seule l'émigration différentielle peut expliquer ces résultats. Nous ne comprenons pas dès lors pourquoi Louise Dechêne reproche aux démographes de faire intervenir ici la traite des fourrures à titre de facteur explicatif. Pour notre part, nous ne voyons aucun autre facteur susceptible de causer d'aussi fortes inégalités numériques entre les sexes.

LE MOUVEMENT NATUREL

Au sujet de l'accroissement naturel, quelques compilations rapides nous apprennent que le taux de natalité était probablement plus élevé à la ville qu'à la campagne au début du XVIII^e siècle. Si on considère comme urbaines les populations de Montréal, Québec et Trois-Rivières, voici ce que les données officielles⁶ non corrigées nous apprennent pour l'ensemble du pays en 1706 et 1707 :

Population	Taux de natalité (pour 1.000)	
	1706	1707
Urbaine	65,5	66,8
Rurale	56,7	51,9
TOTALE	59,0	55,7

La surnatalité urbaine pourrait ne tenir qu'à des questions de structures démographiques. Mais ces résultats ne sont pas sûrs. La critique des sources restant à faire, de nombreuses inconnues subsistent. Il se peut, en particulier, que les territoires ne correspondent pas d'une source à l'autre. Par ailleurs, André Lespérance a montré que la ville de Québec avait un taux de natalité plus élevé que l'ensemble de la province, à la fin du XVIII^e siècle⁷.

Dans son étude, Lespérance nous a aussi appris l'existence d'une importante surmortalité urbaine sous le régime anglais. À cette époque, le taux brut de mortalité aurait dépassé 40% à Québec, alors qu'il n'atteignait pas 30% dans l'ensemble de la province. Vers 1800, le taux de mortalité infantile aurait surpassé 300% dans la Vieille capitale.

⁶ Les données sur les naissances ont été tirées du *Recensement du Canada 1870-71*, V (Ottawa, 1878): 184-185. Les effectifs urbains proviennent de G. Frégault, *Le XVIII^e siècle canadien* (Montréal, HMH, 1968), 38.

⁷ André Lespérance, *La mortalité à Québec de 1771 à 1870*. M.A. (Démographie) (Université de Montréal, 1970), 46-47 et 139.

Pour notre part, nous avons essayé d'évaluer la mortalité urbaine au début du XVIII^e siècle, en recherchant au recensement de 1713⁸ le nombre de survivants parmi les enfants nés de 1699 à 1713 inclusivement⁹. Il nous a fallu supposer cependant que les échanges d'enfants entre villes et campagnes avaient tendance à s'annuler durant cette période. Voici à quels résultats nous avons abouti :

Population	Effectifs de moins de 15 ans en 1713 pour 1000 enfants nés de 1699 à 1713
Urbaine	478
Rurale	646
TOTALE	595

Ces calculs sont très fragiles, nous l'avouons, mais ils ont le mérite de coïncider avec d'autres résultats plus sûrs. Ainsi, en recourant à des modèles, les taux de mortalité infantile correspondant aux trois nombres ci-dessus seraient d'environ 300% pour la population urbaine, de 225% pour la population rurale et de 240% pour l'ensemble. Or, ce dernier nombre est analogue à l'évaluation faite par Jacques Henripin pour le début du XVIII^e siècle¹⁰; d'autre part le taux urbain se compare à celui que propose L'Espérance pour la ville de Québec à la fin du XVIII^e siècle.

Au XVII^e siècle, la mortalité paraît avoir été plus faible au Canada qu'en Europe, mais elle n'en gardait pas moins un niveau élevé, ainsi que nous avons essayé de le démontrer dans un ouvrage paru après celui de Louise Dechêne¹¹. Les épidémies de 1687 et de 1703 ont été extrêmement dévastatrices dans la colonie, du moins en termes de vies humaines. Il s'agit dans ces deux cas de crises majeures¹². Si on considère, en outre, que la statistique officielle ne compte que 60% des décès environ¹³ et que le sous-enregistrement était sans doute plus marqué en temps de crise, il faut conclure que le Canada ancien a connu des périodes très meurtrières.

⁸ Gustave Lanctot, *Histoire du Canada* (Montréal, Beauchemin, 1966), 3: 302-305.

⁹ *Recensement du Canada 1870-71*, V: 183-187.

¹⁰ Jacques Henripin, *La population canadienne au début du XVIII^e siècle* (Paris, Presses universitaires de France, 1954), 106.

¹¹ Hubert Charbonneau, *Vie et mort de nos ancêtres* (Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1975), 146.

¹² Louise Dechêne, *op. cit.*, 118-119. — Jacques Dupâquier, « L'analyse statistique des crises de mortalité », *Actes du colloque international de démographie historique de Montebello*, à paraître.

¹³ Hubert Charbonneau, *op. cit.*: 100.

De toutes ces observations provisoires, se dégage finalement ce que nous pourrions appeler une hypothèse de recherche: la ville reçoit davantage mais elle perd aussi plus d'individus que la campagne. Les facteurs positifs de la croissance démographique (naissances, immigrants de l'extérieur, immigrants de l'intérieur) y sont plus importants que dans le monde rural; par contre, les sorties par décès ou par émigration s'y font relativement plus nombreuses. Le brassage démographique aurait été plus intense à la ville qu'à la campagne en Nouvelle-France comme dans beaucoup d'autres pays.

NUPTIALITÉ

Dans ses analyses sur le comportement matrimonial des premiers Canadiens, Louise Dechêne fait ressortir plusieurs faits intéressants. Elle remarque entre autres, non sans étonnement, que les filles du pays semblent préférer des immigrants français aux garçons nés dans la colonie (p. 102). En réalité, le marché matrimonial imposait ce choix dans une large mesure. Comme les femmes célibataires se mariaient en moyenne 7 à 8 ans plus jeunes que les garçons et comme, par exemple, les Canadiennes de 17 ou 18 ans étaient beaucoup plus nombreuses que les Canadiens de 24 ou 25 ans, en raison de l'accroissement rapide de la population, il était fatal qu'elles épousassent des Français. En l'absence d'immigration, les Canadiennes auraient dû adopter la voie du célibat, à moins que les garçons n'aient modifié leurs goûts et consenti à épouser des filles plus âgées. Autrement dit, les Canadiennes n'avaient pas toujours à choisir entre un Français et un Canadien, mais bien souvent entre un immigrant et le célibat. Voilà un bel exemple où le facteur purement démographique se camoufle sous des apparences sociologiques.

Un autre fait relatif à la nuptialité a retenu notre attention. Montréal semble présenter, à propos du remariage des veufs, un cas assez extraordinaire, puisqu'il n'y a que 4,3% de veufs pour 100 mariages (p. 107). Ce résultat a de quoi étonner quand on sait que, pour l'ensemble du pays, cette proportion atteignait plus de 18%, aussi bien avant qu'après 1700¹⁴. Il faut se rappeler cependant que la reconstitution des familles est souvent indispensable pour atteindre ici une précision satisfaisante. L'état matrimonial des hommes n'est pas toujours déclaré dans les actes de mariage, de sorte que certains veufs risquent de passer pour célibataires. Or, en consul-

¹⁴ Hubert Charbonneau, *ibid.* : 184; Jacques Henripin, *op. cit.*, 95.

tant les documents du «Programme de recherche en démographie historique relatifs à l'ensemble des paroisses du XVII^e siècle», nous avons constaté que, pour 100 hommes qui se marient avant 1700, seulement 6,7% se déclarent veufs dans l'acte de mariage. Mais comme 9,6% des mariés sont d'état matrimonial indéterminé, il faut croire que ceux-ci sont principalement des veufs.

FAMILLE

Louise Dechêne n'aborde guère l'étude de la fécondité, car elle n'a pu s'occuper de la reconstitution des familles. Il faut dire que sa tâche, déjà considérable, en aurait été lourdement accrue. Néanmoins, la question du nombre d'enfants revient fréquemment au cours de l'ouvrage. Au sujet de la taille de la famille, elle signale que le nombre moyen d'enfants par famille a tendance à diminuer dans les recensements de la première moitié du XVIII^e siècle (p. 417). Il se peut que la mortalité ait eu un rôle important à jouer ici. Quand un recensement a lieu après une épidémie, la dimension des familles peut apparaître singulièrement faible, surtout s'il s'agit d'une maladie d'enfants. C'est pourquoi il est toujours délicat de juger de la fécondité par l'intermédiaire des recensements. D'autre part, la taille moyenne des familles a dû augmenter tout au long du XVII^e siècle, en raison de la diminution graduelle de la proportion des unions récemment fondées.

Précisons aussi que les taux de fécondité élevés du XVII^e siècle ne tenaient aucunement au mariage précoce des femmes (p. 104), car la nuptialité ne peut avoir d'influence sur les taux de fécondité légitime par groupe d'âges. Au contraire, la fécondité des très jeunes femmes étant faible, elle a eu pour effet d'allonger les intervalles génésiques moyens. Les mariages hâtifs des Canadiennes ont cependant favorisé l'augmentation de la dimension moyenne des familles.

Toutes ces remarques n'enlèvent rien au plaisir que nous a procuré la lecture de ce livre remarquable. Il serait peu indiqué de reprocher à l'auteur de n'avoir pas fait la critique des recensements par exemple. Ce travail gigantesque ne peut être demandé à un seul auteur. D'ailleurs, tous ceux qui ont utilisé les anciens recensements canadiens, aussi bien pour les données économiques que pour celles de la population, ne sont aucunement exempts d'erreurs. Il en va de même pour de nombreuses autres sources. La démarche scientifique de Louise Dechêne nous a extrêmement intéressé, en plus de nous aider à mieux situer dans leur contexte historique les questions démographiques propres au XVII^e siècle.